

Marielle de Sarnez : "Je crois à l'élection de François Bayrou en 2012"

[30-8-09 Le Parisien](#)

Députée européenne et vice-présidente du [MoDem](#), l'ex-giscardienne Marielle de Sarnez a été de tous les combats de [François Bayrou](#). Et, malgré son score décevant aux européennes, elle continue de croire à ses chances d'accéder un jour à l'Élysée.

Félicitez-vous [Nicolas Sarkozy](#) d'avoir, mardi dernier, rappelé à l'ordre les banquiers ?

Marielle de Sarnez. Les recommandations verbales qui ne sont accompagnées d'aucun texte de loi ni d'aucune sanction sont rarement suivies d'effets ! Une question mérite d'être posée : l'activité des banques, telle qu'elle est pratiquée maintenant, est-elle réellement au service des entreprises, des familles, des épargnants, des investisseurs, ou bien la pratique de la spéculation financière l'a-t-elle emporté, multipliant les risques déraisonnables, qui plus est avec l'argent des autres ? Il est urgent de cantonner les activités spéculatives des banques pour mieux protéger les acteurs de l'économie réelle.

Approuvez-vous l'idée chère à Nicolas Sarkozy d'un grand emprunt national, sur laquelle Alain Juppé et Michel Rocard sont invités à plancher ?

Savez-vous que la France emprunte chaque jour 1 milliard d'euros ? La totalité de notre impôt sur le revenu ne suffit plus à payer la charge de la dette ! Dans quelques années, la dette représentera 100 % de notre PIB (*NDLR : produit intérieur brut*)! Alors, rajouter de la dette à la dette, c'est prendre le risque de supprimer toute marge de manoeuvre. Et si emprunt on devait envisager, je l'aurais voulu dans le cadre européen. Pour soutenir les PME et investir ensemble, solidairement, dans les infrastructures d'avenir.

La taxe carbone, n'est-ce pas, au nom des grands sentiments écologiques, un impôt de plus, que seuls les Français, dit Claude Allègre, auront à payer ?

Intégrer l'écologie dans notre fiscalité, ce peut être vraiment bien et utile, à condition que cela se fasse à prélèvement égal, et sans pénaliser les familles, surtout celles qui n'ont pas de grands moyens. Et il faut le faire au plan européen, de manière à ne pas déséquilibrer la compétition entre nous et nos voisins.

Ségolène Royal ne voit pas du tout les choses comme vous. Vendredi à La Rochelle, elle a récusé la taxe carbone, jugeant cet impôt « injuste et insupportable »...

La taxe carbone ne doit pas être mise à la charge des familles modestes. Ce serait honteux. C'est une question de justice sociale, et de justice tout court. Ce n'est pas là que se trouvent les pollueurs. Mais si nous voulons vraiment changer nos comportements et tout le monde voit bien combien il est urgent de le faire, alors il est nécessaire d'orienter notre fiscalité pour soutenir de nouveaux modes de production et de consommation.

Considérez-vous qu'on vit le début du commencement de la fin de la crise, qui a failli mettre la planète K.-O. ?

Je n'ai plus grande confiance dans les pronostics des experts. Le chômage continue d'augmenter. L'économie française détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée et les jeunes, avec ou sans formation, sont les premiers concernés. La crise va laisser un terrain social meurtri. Bref, tout le monde se trompe en pensant que la page de la crise se tourne, qu'on va retrouver le monde d'avant avec ses facilités...

Pouvez-vous raconter l'évolution politique qui vous a amenée, vous l'ex-giscardienne, à poser dimanche dernier à Marseille avec les dirigeants du PS, des Verts, et même avec l'ancien patron du PC Robert Hue ?

Je suis allée à Marseille pour dire ceci : nous sommes différents ; vous êtes de gauche, socialistes ou écologistes, je suis au centre, mais si vous avez envie de faire bouger les lignes, de ne plus vous enfermer dans les vieux schémas du passé, dans les alliances d'hier, alors nous avons à faire ensemble. Vous savez,

l'idée de faire travailler ensemble des gens venant d'horizons différents, ce n'est pas si éloigné de Giscard avec son fameux « deux Français sur trois ». Les enjeux sont si lourds que c'est encore plus d'actualité.

Diriez-vous : « Demain, tout plutôt qu'un second mandat de Sarkozy » ?

L'élection de 2012 dépassera de loin le problème de la personne de Nicolas Sarkozy. Il s'agira d'ouvrir un nouveau cycle, de bâtir un nouveau mode de développement plus sobre et plus durable, de penser différemment l'exercice du pouvoir, de donner à la France une société où l'on ait une vraie chance, même si l'on vient de milieux qui ne sont pas favorisés par la naissance ou la fortune. Voilà les enjeux.

A La Rochelle, Martine Aubry s'est interrogée vendredi sur votre compte, trouvant que les amis de François Bayrou sont encore bien loin d'avoir assez bougé, donc de pouvoir être classés à gauche. Vous-même, où vous situez-vous ?

Au centre. Parce que c'est là que l'on peut rassembler.

Le PS est-il, à vos yeux, historiquement condamné ?

Tous les partis politiques sont mortels s'ils ne se régénèrent pas. Je suis d'ailleurs frappée de voir à quel point la société avance sur un grand nombre de sujets, et à quel point les partis sont souvent à la traîne. Il y a le poids des habitudes. Et la peur de perdre son identité en s'ouvrant à d'autres. Moi, je suis convaincue du contraire. On peut évoluer, s'ouvrir, construire de nouveaux rassemblements, sans rien perdre de son identité. Plus on est fort et fier de son identité, plus on est à même de dialoguer avec d'autres.

Si les socialistes parviennent à s'entendre sur le principe de primaires ouvertes pour désigner leur futur candidat à la présidentielle, ne serait-il pas alors normal que François Bayrou figure dans la liste des candidats soumis au vote ?

Ces primaires sont faites pour régler la question du leader au PS. Elles ne concernent donc pas le centre. Et puis, en France, l'élection présidentielle est à deux tours, ce qui n'est le cas ni aux Etats-Unis ni en Italie, pays de référence pour les promoteurs de cette idée. On peut donc soutenir l'idée que la meilleure confrontation démocratique avec les Français reste le premier tour.

Quel est le premier reproche que vous faites à Nicolas Sarkozy ?

La société qu'il construit est de plus en plus déséquilibrée entre le haut et le bas. Demandez même au monde de l'entreprise : entre les « gros » et les « petits », les chances sont de moins en moins égales...

En quoi la France de François Bayrou serait-elle demain concrètement différente de celle de Nicolas Sarkozy ?

Toute l'action publique serait pour l'égalité des chances et l'égalité des droits. Les efforts seraient équitablement répartis entre le haut et le bas de l'échelle sociale. Et le pouvoir n'aurait pas tous les droits : il aurait plus de devoirs et moins de privilèges.

Etes-vous favorable dès les régionales de 2010 à la constitution de coalitions PS-Verts-MoDem ?

Nous allons en débattre avec les adhérents du MoDem. Personnellement, je suis pour affirmer d'abord notre identité et notre autonomie, et participer ensuite à des rassemblements plus larges, car personne ne peut gouverner seul, pas plus une région qu'un pays.

Quel président aura le plus marqué et le mieux servi la France ? Valéry Giscard d'Estaing ou François Mitterrand ?

Tous deux ont servi leur pays, avec un style profondément différent. Giscard a fait bouger la société française, Mitterrand a permis l'alternance. Tous les deux ont été de grands européens. Et tous les deux étaient des hommes de culture. Et ça compte aussi.

Le gouvernement prépare-t-il bien le pays à une possible pandémie ou bien, dans la lutte contre la grippe A, en fait-il trop ?

On n'en fait jamais trop en matière de santé publique.

Continuez-vous de croire à l'élection de François Bayrou en 2012 ?

Oui. Je la crois possible et nécessaire.